

Programme d'Appui à l'Animation et au Développement Social en Afrique du Sud

(Programme coopératif d'éducation formelle et non formelle Nord-Sud)

Nadia Azoug

6501

1°Le contexte primaire :

Par le biais du « Programme d'Appui à l'Animation et au Développement Social en Afrique du Sud. » initié par le Département des Politiques et Pratiques des Relations Internationales et Européennes de l'Association Nationale Cemea (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active), sont abordés des enjeux relevant des systèmes et des pratiques éducatifs formels et non formels, *d'ici et d'ailleurs*.

Il est entendu par *formel* tout acte éducatif au sein d'une institution scolaire et *non formel* tout acte éducatif hors du champ institutionnel scolaire (le parascolaire et par extension toute activité à caractère socio-éducative et culturelle).

Il sera défini par *ici* la zone géographique d'origine et/ou le territoire d'appartenance socioculturel et/ou l'institution identifiable par sa position spatiale ou son positionnement politico-pédagogique.

L'échange coopératif réciproque s'oriente vers la perspective d'améliorer des pratiques éducatives dans un premier temps en Afrique du Sud (*l'ailleurs*) et par crescendo en France (*l'ici*). Pour un mouvement d'éducation populaire tel que le notre, cet échange réciproque *d'ici* et *d'ailleurs* réinterroge et peut bousculer en France le bien fondé du sens donné à nos pratiques d'éducation nouvelle (par exemple autour du droit à la différence et/ou autour du concept de laïcité à la française porteuse à son origine d'humanisme et d'égalitariste...).

En fonction : de l'endroit où l'on se place, de la parole donnée par un interlocuteur qui reste à être reçue (donc comprise) et/ou de l'histoire de vie et/ou du parcours professionnel d'un intervenant impliqué dans ce programme *l'ici* et *l'ailleurs* aura une vocation variable et mouvante. *L'ailleurs* pour l'un est *l'ici* pour l'autre et vice-versa. Ainsi, *l'ailleurs* représente l'environnement extérieur, le dehors, le en dehors de soi, un environnement à connaître, à reconnaître, à découvrir tant bien que mal. *L'ailleurs* de par ces multiples facettes et ces jeux de miroirs a une fonction d'interface. Elle est un *autre* dans le cadre d'un accord partenarial imaginé, pensé puis qui se construit et s'enrichit (politiquement, administrativement, techniquement) progressivement au fil de l'avancé des travaux. Dans ce cas précis, nous considérons que *l'ici* et *l'ailleurs* sont des prés requis qui composent un binôme ayant la volonté de collaborer, de coopérer, d'agir ensemble et non à la place de afin d'évoluer et ce pas forcément aux mêmes rythmes, sur les mêmes aspects et contenus.

Le programme d'appui offre la possibilité de l'échange bilatéral ou nommé « échange Nord-Sud » ou « action à la solidarité internationale » ou « éducation au développement » ou « éducation à la citoyenneté internationale »... Ce programme s'inscrit dans des processus d'éducation populaire de l'internationale. Il soulève la question de l'appropriation et des fondements d'une pédagogie à l'altérité, d'une pédagogie interculturelle à construire à partir des enjeux internationaux identifiés.

Une série nouvelle limitée et immédiate de questionnements apparaît. En quoi, comment et pourquoi un programme relevant d'échanges bilatéraux nous permet-il d'investir une démarche interrogative-formative participant au renouvellement des pratiques sociales, éducatives et culturelles, *d'ici et d'ailleurs* ?

En quoi, comment et pourquoi en passant du local à l'international un programme de solidarité nous conduit-il vers l'interpellation réciproque des politiques éducatives, *d'ici et d'ailleurs* ?

En quoi, comment et pourquoi les stratégies, les démarches, les méthodes politico-pédagogiques permettront à chaque acteur (ou entités d'acteurs) d'investir un cadre *critique-dynamique* de créativité productive favorisant le lien social et politique ?

2° Une démarche parmi tant d'autres. Notre approche politico pédagogique :

Par une approche globale tissée par le fil conducteur d'actions-recherches-formatives en direction de divers acteurs (enseignants, animateurs, travailleurs sociaux, facilitateurs, familles, élus locaux...), au sein du système socio-éducatif Sud Africains, nous participons à la création et à l'appui *d'un cadre de concertation* naissant. L'objet fédérateur central du cadre de concertation est l'éducation (formelle ou non formelle) qui est vécue comme vecteur et levier des transformations sociales et politiques pour tendre vers un autre partage des richesses dans un contexte post-apartheid.

L'éducation comme *outil* méthodologique et/ou didactique participant par ses activités à la lutte contre les phénomènes de violence, de pauvreté dans un contexte national post apartheid. L'action éducative formelle et non formelle comme voie pédagogique vers le (ré)apprentissage d'une citoyenne au regard critique fédératrice d'une cohésion sociale tenant compte des particularités territoriales.

Cet *objet commun* à la fois *outil* fait apparaître la juxtaposition de sociétés ou communautés politiques diverses (partisanes ou non) devant s'organiser et/ou se réapproprier et/ou partager collectivement la fonction politique de base à la fois générale et spécifique afin de *vivre ensemble* la vie de la *cité*, et ce sur le territoire géographique de Cape Town.

Ce cadre, cet espace de dialogues politiques (créatif et productif) est une instance en mouvement (posant ces choix d'orientations et de pilotages en amont) qui regroupe la combinaison synergique d'une série de « projets-actions » (développés au point 4) à renforcer, à initier, à développer, à piloter au travers du dit programme d'appui de coopération global Nord-Sud.

Ce cadre, cette instance de dialogues politiques aura pour fonction de (re)donner aux acteurs sociaux qui la composent une place, une légitimité par un perpétuel dosage entre le *dire*, l'*agir*, l'*être* passant par des processus de la négociation, de la compréhension, de l'action, de l'évaluation individuelle et collective et par la mise en œuvre de « projets-actions » éducatifs qui auront des caractères variés.

Cet espace de dialogues politiques est au service de l'élaboration du *sens commun* (en partant de la vision et de la définition des reconnaissances et des divergences des individus pour arriver à la médiation entre ces différences) et du *bien commun* (partant de la résultante de la médiation et afin de construire des projets éducatifs à partir de décisions divergentes pour aboutir vers des règles sociales collectives) auprès desquels la majorité des communautés pourra se re-connaître afin de vivre ensemble.

Devenu formel auprès des acteurs qui le composent, l'espace de dialogues, facilitera les apprentissages, les partages, les réflexions et les productions théorico-pratiques socio-éducatives. Le challenge est d'investir cet espace de dialogues, cet *instrument* et *outil* afin de lutter contre les diverses formes et phénomènes de pauvretés sociale, symbolique, politique, devenus normatifs par une lecture et une approche économique restrictive s'appuyant elle même sur des critères ou des indicateurs qualitativement et quantitativement acceptables ou non du fait de la monétarisation à l'échelle planétaire nous renvoyant au grand débat coutumier autour des enjeux de la mondialisation ou de la globalisation.

3°Le pourquoi d'un espace de concertation et des dialogues ?

Quelle place et quelles conditions sont données à l'éducation de base pour un accès au plus grand nombre ? Quelle place pour cet espace de dialogues émergeant totalement aux faits et au cœur d'une société sud africaine fêtant actuellement ses dix ans de démocratie ?

Espace de rencontres, de tensions, de confrontations, d'échanges, de partages, de mise en réseaux. Espace de construction-déconstruction-construction et/ou d'innovation et d'expérimentation de pratiques qui prend naissance par la reconnaissance et la légitimité d'expériences locales enrichies par des regards extérieurs, des regards croisés et des accompagnements aux partages d'expériences.

La raison d'être de notre accompagnement politico-pédagogique ne trouverait-elle pas sa place juste en réponse à ce devoir universel altruiste d'un appui et d'un soutien envers les partenaires sud africains afin de tendre avec équité vers un accès au Droit à l'Education pour Tous devenu une priorité internationale pour ce nouveau millénaire ?

Le programme d'appui (devenu un *prétexte* à l'action de solidarité internationale) nous incite par la spécificité de la démarche pédagogique et par notre parti pris à mettre en scène un « laboratoire expérimental ». Ce laboratoire est constitué d'un ensemble de partenaires professionnels ou non représentants d'organisations publiques ou privées tous engagés dans *le cercle socio-éducatif*.

Ils partent et s'entendent *tous* autour des constats regroupant des manques et besoins et/ou des priorités parfois mêmes différentes en fonction des institutions (écoles, centres de formation, centres culturels), des publics (handicapés ou non), des groupements (Ongs, collectivité...).

Ils admettent et reconnaissent que l'espace proposé (ce laboratoire expérimental) servira la convergence d'intérêts communs, en vue d'une adaptation constante de l'acte éducatif (dans et hors les murs de l'école) en phase au contexte de l'Afrique du Sud dans la ville du Cape et particulièrement dans les townships où vivent les populations noires victimes dans leur majorité des discriminations raciales durant l'apartheid.

Un des innombrables enjeux est de favoriser la phase de transition (et/ou de régulation et de mutation) amorcée par l'état sud africain et par une majorité d'organisations politiques partisans ayant naguère participé à la lutte contre l'apartheid.

Le système éducatif, les processus, les institutions, les professionnels qui le compose sont impliqués auprès de diverses tentatives, formes et modalités de transformations tâtonnantes et prudentes partant de diagnostics et d'expertises réalisées à l'échelle nationale. Notre programme est une simple goutte d'eau dans ce vaste contexte socio-politique national lui confronté à des enjeux multiples territoriaux et/ou régionaux et/ou continentaux.

Force est de constater qu'aujourd'hui, provenant des communautés noires et métisses un bon nombre d'acteurs reconnus par le passé sont devenus des *leaders-médiateurs* conscients, soucieux et désireux de prendre en considération et en charge la richesse des diversités socioculturelles du pays afin de ne pas reproduire les erreurs d'un passé totalitaire, discriminatoire, inégalitaire socialement et politiquement.

Dans ce contexte empreint de son histoire, la complexité des rapports relationnels et des enjeux politiques se mêlent, se confrontent. Les rapports aux pouvoirs, les rapports de forces, les rapport aux savoirs, le rapport et la relation à l'autre de part son appartenance (sociale, ethnique...) autant d'indices qui marquent les limites, les contrastes, les paradoxes et/ou les écarts malgré tous les discours, toutes les volontés, toutes les énergies déployées pour la recherche « d'un comment mieux vivre ensemble et en paix », en Afrique du Sud.

C'est par l'*agir* donc par le pilotage des espaces de concertations et de dialogues et la mise en œuvre concrète d'actions comprenant un rapport stratégiquement vivant que nous tentons d'imaginer, d'initier, d'investir l'acte politique *autrement* pour servir l'effet de chaîne envers l'acte éducatif.

Par l'*agir*, nos initiatives s'appuient, se bâtissent sur le pari d'une créativité productive dite décentralisée ou décentrée en faveur des programmes d'éducation à la paix revêtant

différentes formes. Partant du principe que la créativité accompagnée de l'initiative est du ressort de tous, qu'elle appartient à chaque citoyen, elle fait ainsi partie de la fonction politique primaire de tout être humain. Créer, s'exprimer, prendre la parole, bâtir, développer sa pensée critique, donner la vie, animer...

Pour et vers cela par notre démarche, il nous reste à sortir des schémas classiques ambiants d'un pôle centralisateur décisionnel (système hiérarchique pyramidal) et/ou d'un centre exclusif érigeant des règles ascendantes et/ou d'un espace détenteur de savoirs, savoirs-faire, savoirs-être et d'une périphérie qui serait, elle, à son tour principalement qu'une exécutante. Chaque acteur a un rôle à jouer dans l'ensemble des processus inhérents à l'agir et à l'action en définissant et acceptant des règles communes définies afin de faciliter, de réinterroger, d'évaluer les *objets*, les *outils*, les *méthodes*, les *espaces*, le *sens*, le *langage*, les *attitudes* employés... bref toute la *batterie flexible* composée d'instruments, d'éléments et de moyens facilitateurs répondant à notre démarche politico-pédagogique.

A la fois pour des leaders-médiateurs, à la fois pour les chefs de file chargés du pilotage global du programme en Afrique du Sud et en France (chargés de l'orchestration du laboratoire et des multiples sous espaces horizontaux vecteur de l'agir) la démarche est de se décentrer de ses propres pratiques, de ses propres représentations afin d'investir autrement le champ des transformations politiques, sociales et pédagogiques.

Une posture mentale à admettre et à pratiquer. Il s'agit d'aller à la rencontre de l'*autre*, accepter l'*autre* comme différent, accepter d'être en face de l'*autre*. Respecter les différences pour mieux les dépasser, il s'agit d'intégrer et de mettre en mouvement toutes les familles d'acteurs en tenant compte de leurs caractères hétérogènes. Le cadre de concertation, l'espace de dialogues mis en place se veut être un cadre de tensions flexibles offrant des apprentissages coopératifs permanents s'imprégnant d'une pédagogie à l'altérité. Apprendre à recevoir, à donner, à refuser, à demander par, de et vers l'autre, par l'étranger, par ce qui est étranger à nous-même...

Découvrir l'*autre* (pouvant être entendu comme l'individu et le groupe qui s'y rapporte) découvrir l'*ailleurs*, construire et reconstruire au travers d'une rencontre interculturelle les bases d'un progrès social tenant compte de l'évolution du milieu environnant politique et social facilitateur de valeurs et concepts universels empreint de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen et en faveur plus particulièrement d'une Education Pour Tous émancipatrice. Voilà ce qui nous rassemble, *partenaires* d'*ici* et d'*ailleurs*.

Coopérer, faire ensemble, négocier avec soi-même et les autres, faire au travers de l'agir par une négociation constante entre le modèle de référence, les repères à la base tout en prenant ses propres distances pour initier à nouveau en réponse à un besoin de base apparent. En chaîne répondre toujours et encore à ce droit et ce devoir fondamental prioritaire tel que l'Education, par le partage et la diffusion des savoirs, savoirs-faire, savoirs être. Par l'*agir* déconstruire le mythe identitaire de l'uniformité faussement démocratique. L'*agir* (compris comme fondement de notre acte pédagogique) se manifestera et s'animera par la réalisation d'une chaîne de projets-actions alternatifs, interactifs, synergiques et connexes à échelles et dimensions variables, cités ci-dessous.

Nos utopies restent prospectives et réalistes elles naissent au travers de projets-actions concrets dans le cadre d'une coopération formelle durable afin de participer à une œuvre commune. En générale, dans notre démarche nous mettons l'accent autour d'un partenariat voulu *mutuellement* signifiant une action commune également négociée. Dans ce cas présent, nous sommes *ici et maintenant* (les Ceméa) des *facilitateurs* et des *passeurs de vies* vers des projets-actions *d'ici et d'ailleurs* de sociétés civiles à sociétés civiles soucieuses et en faveur du respect des équilibres institutionnelles et/ou des entités et/ou des groupements émanant du domaine public comme du domaine du privé. L'ensemble de ce programme d'appui a une durée de trois, d'avril 2004 à Avril 2007.

4° Les projets-actions :

Dernière redite. C'est par l'*agir*, le *faire coopératif* que nous fondons au Ceméa notre légitimité ainsi nous structurons et nous capitalisons nos expériences complétées par une analyse de nos pratiques et une théorisation de celles-ci dans un rapport tenté d'*équilibre* ou parfois d'*équilibristes*. Le nouvel instrument, présenté ci-après, est le *projet* combiné d'*actions* d'où l'appellation « projet-action ». Chaque projet-action est élaboré, piloté, mis en oeuvre par système de binôme composé de professionnels sud africains et français. Chaque « projet-actions » fait l'objet d'une déclinaison en terme de sens et d'objectifs à produire, à atteindre au travers d'un écrit méthodologique permettant ainsi de contractualiser : la démarche, les modalités de mise en oeuvre, les moyens nécessaires, les échéances à respecter entre les initiateurs du projet-actions et envers l'ensemble des membres appartenant au cadre de concertation.

↳ Les projets-actions, à ce jour engagés ou à engager :

- Renforcement des actions de formations (animation volontaire et animation professionnelle), aide à la professionnalisation des métiers de l'éducation non formelle, formation de formateurs...
- Renforcement du lien entre l'éducation formelle et non formelle, (formation d'enseignants et d'animateurs à la vie scolaire et /ou vie para scolaire, école citoyenne - école des parents).
- Renforcement des liens entre les activités socioculturelles populaires et celles mise en oeuvre auprès d'institutions culturelles locales et nationales (travaux autour de la diversité culturelles, des pratiques artistiques et culturelles, de l'accompagnement et/ou de la diffusion artistique et culturelle et/ou intergénérationnelle et/ou sociale et/ou ethnique...).
- Création d'un Centre Ressources à la vie associative et l'éducation non formelle et d'une section « Centre de Documentation ».
- Mise en place d'échange Regards Croisés entre professionnels du Nord et du Sud permettant la théorisation et la capitalisation des pratiques engagées (travaux de recherches-actions universitaires par des études comparées en France et en Afrique du Sud).
- Mise en place de séminaires thématiques, de voyages d'études concernant des problématiques politico-pédagogiques.
- Création d'une Maison pour/de Tous entre la Ville de Tremblay-en-France et Cape Town.
- D'autres projets-actions seront déclinés ultérieurement, en fonction des savoirs faire des uns et des autres, au sein du Consortium Afrique du Sud.

5° Bénéficiaires et/ou groupe(s) cible(s) :

- Premiers bénéficiaires, *bénéficiaires indirects*, populations des townships de Cap Town.
- *Bénéficiaires directs* : les ONG, les institutions gouvernementales, les institutions locales, les équipes éducatives, les groupements de parents, les communautés potentielles d'échanges de savoirs...

6° Pilotage du programme :

Ici en France, par le Département des Politiques et des Pratiques des Relations Européennes et Internationales des Ceméa - Association Nationale basée à Paris.

Le pilotage consiste en l'articulation d'aspects connexes d'ingénierie de formations, d'ingénierie de programme de coopération, de facilitation d'orientation, de mutualisation des contenus pour aboutir vers des synergies éducatives productives.

Ailleurs, en Afrique du Sud, par la Golden Arrow Foundation.

Respectivement en France et en Afrique du Sud, chaque homologue qui est partenaire et chef de file dans un espace territorial (Ceméa et Golden Arrow Foundation) crée un *groupe*

consortium regroupant l'ensemble des entités publiques et privées afin d'orchestrer le programme bilatéralement.

Une convention partenariale formalise et contractualise les droits et devoirs de chaque entité présente s'engageant dans l'action pour la durée des 3 ans.

7° Le co-financement du programme :

Les financements seront publics et privés ; MCNG (Mission pour la Coopération Non Gouvernementale du Ministère des Affaires Etrangères français), Solidarité Laïques, Ceméa, GREF, l'AFVP, Collectivités territoriales, etc.... et bien d'autres souhaitant nous rejoindre et nous soutenir.

Fondation Golden Arrow Foundation Sud Africaine, fonds publics (en cours de négociation).

8° Inspiration bibliographique :

Les pédagogies nouvelles. Que sais-je. Puf.

Pauvreté, décentralisation et changement social. Eléments pour la reconstruction d'une Société Politique. Enda Graf Sahel. Dakar.

Revue internationale d'éducation. Le Droit à l'éducation vers de nouveaux contenus pour le XXI^e siècle Tome 2. Numéro spécial Centre International d'Etudes Pédagogiques.

Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles. Sous la direction de Gilles Ferréol et Guy Jucquois. Armand Collin.

Réinventer l'international. Cnajep. Publication de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

✉ Rédaction de la Contribution : Nadia Azoug Chargée de Programmes Afrique du Sud et Palestine - DPPREI – Cemea Association Nationale – Paris, France.

Contact : 24 rue Marc Seguin, 75883 Paris Cedex 18 – nazoug@cemea.asso.fr – (00 33) 1.53.26.24.09/19.